Numérisation CERMTRI

Ce numéro spécial remplace le n° 403 de LA VERITE saisie, pour la deuxième semaine consécutive, par le gouvernement.

N° 404 — 14 Avril 1956 — « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS » — HEBDOMADAIRE - 20 fr

LA VÉRITE

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. Etranger 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

« Protestez contre le rappel des disponibles »

« LE POPULAIRE » DU 8 OCTOBRE 1955

Fort du vote des pouvoirs spéciaux

LE GOUVERNEMENT VEUT BAILLONNER

qui exprime la volonté du peuple français

— Pour la fin de la sale guerre d'Afrique du Nord.

ADHERE au Parti Communiste Internationaliste

A nos lecteurs

POUR la deuxième semaine consécutive, le numéro hebdomadaire de LA VERITE, mis en vente le vendredi, a été saisi par la police de Mollet-Lacoste-Mendès-Bourgès-Maunoury.

Pour la deuxième fois, nous publions un numéro spécial, mis en vente le samedi, pour remplacer l'édition normale saisie. La hâte avec laquelle nous avons dû procéder explique les défauts de cette édition spéciale, que, nous en sommes persuadés, nos lecteurs comprendront.

Ils comprendront aussi notre volonté jusqu'au bout pour mettre en échec le plan du gouvernement pour nous bâillonner ; pour faire taire le seul journal qui lutte de façon conséquente contre la « sale guerre » d'Algérie, qui a dénoncé le vote des pouvoirs spéciaux et prévu dès le début la menace que faisait peser ce vote sur les libertés du peuple français lui-même.

Le plan du gouvernement est clair : en nous harrassant par des saisies répétées, il prétend nous atteindre au point qui est, en effet, chez nous le plus sensible : au portefeuille. La saisie d'une édition nous fait perdre tout le bénéfice de la vente, mais il faut naturellement en payer néanmoins le montant à l'imprimerie.

Serrez les rangs autour de LA VERITE menacée !

Souscrivez sans retard pour défendre la liberté d'expression !

Faites lire, faites circuler LA VERITE autour de vous !

Devenez diffuseur de LA V. !

Abonnez-vous !

Il nous faut, sans un instant de retard, l'aide de tous nos lecteurs, de tous nos amis !

Verser toutes les souscriptions, abonnements, montant des ventes à :

Sté de Presse Edition et Librairie, C.C.P. 6032-01 Paris.

Réclamer des listes de souscription au bureau du journal !

LE 2 janvier, le peuple de France vote pour la paix en Algérie.

Le 6 février, l'émeute d'Alger est organisée contre Guy Mollet.

Qui organise l'émeute ? Les milliardaires Borgeaud, Blachotte, les tortionnaires, les fascistes-poujadistes.

Contre qui la répression gouvernementale va-t-elle s'exercer ? Contre les émeutiers et leurs chefs ? Pas du tout !

La répression est dirigée contre les journaux démocratiques, « La Vérité », « France-Observateur », « Le Libertaire », contre Claude Bourdet, le professeur Marrou, contre Daniel Renard, inculpé une fois de plus, contre des militants anticolonialistes arrêtés par la DST.

C'est à peine croyable !

Le gouvernement Mollet-Mendès-Lacoste capitule devant les poujadistes, et dirige tous ses coups contre les organisations démocratiques et ouvrières.

Le gouvernement à direction « socialiste » capitule devant les pires ennemis du socialisme et de la démocratie et engage la répression contre les défenseurs du socialisme et de la démocratie.

Notre Parti a adressé en son temps les plus solennels avertissements aux dirigeants du Parti Socialiste et du PCF.

Tout particulièrement lors des débats sur les pouvoirs spéciaux, nous leur avons indiqués : les pleins pouvoirs c'est la guerre et la répression. D'autres que nous, y compris des militants et cadres du PCF et du Parti Socialiste ont vigoureusement réagi contre les pouvoirs spéciaux.

Aujourd'hui, malgré l'aveuglante clarté des faits, Jacques Duclos ose encore se plaindre dans « L'Humanité » du 11 avril 1956 que les pouvoirs spéciaux n'ont pas été utilisés contre les colonialistes et leurs agents au gouvernement général !

Comme si les pouvoirs spéciaux votés le 11 mars par tous les députés socialistes et PCF avec les radicaux, indépendants et autres réactionnaires n'avaient d'autre but que d'organiser la guerre contre le peuple algérien.

Pinay sait ce qu'il fait ! Il vote colonialiste et répression !

Il est néanmoins impossible de croire que Mollet et Duclos ne savent pas ce qu'ils font. Alors ?

De deux choses l'une. Ou Mollet-Duclos estiment aussi été trompés et bernés par Pinay, Bourgès-Maunoury, le Maréchal Juin, et ils doivent rompre l'infâme coalition qui les unit à la réaction dans le complot contre la paix en Algérie, où Mollet-Duclos sont complices.

Travailleurs socialistes et communistes, nous vous le répétons, la guerre d'Algérie ne durera pas une minute de plus si avec nous vous imposez la rupture de l'infâme coalition qui lie vos chefs aux chefs de la réaction colonialiste.

Aujourd'hui il n'est pas encore trop tard, MM. Mollet et Duclos. Vous pouvez et devez retourner la vapeur.

Vous devez immédiatement appliquer le programme sur lequel vous avez été élus le 2 février et dont les premiers termes sont :

Libération immédiate de tous les détenus politiques emprisonnés.

Retour à la légalité de tous les partis algériens dissous. Ainsi et seulement ainsi le peuple algérien pourra croire que des garanties réelles lui sont données.

Dans la voie dans laquelle vous êtes engagés, dans celle de la déportation aggravée de Messali Hadj de la guerre totale en Algérie, de la mobilisation des disponibles, de la répression contre ceux qui en France combattent pour la paix, il n'y a que misère et sang.

Aux travailleurs de toutes tendances, nous répétons : la guerre d'Algérie ne durera pas une minute de plus si tous ensemble avec les ouvriers algériens nous débrayons et manifestons notre volonté de paix.

Aux militants ouvriers qui veulent passionnément la paix et la fraternité entre les peuples français et algérien nous demandons :

SOUTENEZ le Parti Communiste Internationaliste.

ADHERE Z à notre parti.

Il suffit du peu de chose pour que le fléau de la balance tourne vers la Paix.

Toutes les conditions sont réunies pour vaincre les colonialistes. Il suffit d'agir !

LA VERITE.

JOIGNANT LEUR VOIX A CELLES DE :

Cl. Bourdet, J. Cassou, L. Schwartz ...

DONT NOUS AVONS DEJA PUBLIE LES DECLARATIONS

A. Breton, E. Morin, M. Pivert
P. de Massot, Ch. Lemoine
G. Walusinsky

PROTESTENT CONTRE LA SAISIE DE « LA VERITE »

ANDRE BRETON

« Je contresigne, ainsi que tous mes amis surréalistes, le Manifeste contre la guerre d'Algérie, paru dans le n° 401 de LA VERITE, qui a entraîné la saisie du journal. Cette nouvelle mesure policière accentue encore, si possible, la trahison de tous les principes socialistes dont a pu se réclamer le chef du gouvernement. Entre les staliniens votant les pouvoirs spéciaux et les trotskystes dont on veut étouffer la voix, le peuple français et le peuple algérien n'auront jamais vu plus clairement quels sont leurs amis. »

PIERRE DE MASSOT, MILITANT DU P.C.F. MEMBRE DU COMITE NATIONAL DES ECRIVAINS

« Je tiens à protester avec la dernière énergie contre la saisie de LA VERITE, un des rares journaux qui luttent réellement contre l'ignoble guerre d'Algérie et à me déclarer entièrement solidaire des textes parus et à paraître sur la question algérienne.

EDGAR MORIN, ATTACHE AU C.N.R.S.

« Il est sinistre que le moment de la pire réaction politique soit celui d'un ministère à direction socialiste ; il est sinistre que pas un seul député de la gauche ne se soit élevé contre les pleins pouvoirs ; il est sinistre que le langage de la presse française soit perverti au point que nommer les choses par leur nom, appeler guerre coloniale une guerre coloniale, apparaisse comme une provocation, une obscénité, et devienne un délit. Le crime de LA VERITE qui lui a valu d'être saisie, c'est d'avoir nommé les choses, et de donner à la guerre d'Algérie son nom véritable. LA VERITE est parmi les très rares journaux qui résistent à la crétinisation et à l'intimidation. Il importe peu de partager les points de vue particuliers qu'elle exprime, nous devons défendre son droit à la parole contre les pouvoirs. »

G. WALUSINSKI, PROFESSEUR AGREGE

« Le Front Républicain a fait des promesses électorales. L'internement de Messali à Belle-Isle, l'arrestation de Bourdet, la saisie de LA VERITE, et, hier, la perquisition chez Marrou sont ses réponses. L'Union Sacrée, seule réalisation du gouvernement de Front Républicain, signifie, cette fois comme toujours, le complet mépris des intérêts du prolétariat, celui d'Algérie aussi bien que celui de France. »

MARCEAU PIVERT, DU COMITE DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

« J'ai appris avec stupeur qu'on arrêtait la publication d'un journal ; j'y vois une manifestation de violation des libertés fondamentales ; nous ne sommes pas encore en état de siège et je pense que l'opinion démocratique et le mouvement ouvrier doivent s'émouvoir immédiatement de ces atteintes répétées à la liberté de la presse ».

CHARLES LEMOINE, DELEGUE MINEUR

« La saisie de LA VERITE constitue un scandale intolérable. Venant après l'inculpation de Claude Bourdet et des courageux militants luttant pour la cessation de la sale guerre en Algérie, elle apporte la preuve du désarroi de ceux qui détiennent le pouvoir et qui ne veulent pas d'un cessez-le-feu.

« Raison de plus pour accentuer la lutte contre cette guerre monstrueuse et pour affirmer notre solidarité envers le peuple algérien et son représentant le plus autorisé, MESSALI HADJ.

« Dans l'union la plus complète, les ouvriers communistes, socialistes, syndiqués de toutes tendances doivent lutter pour que cesse la guerre d'Algérie. Et pour cela ils affirmeront leur solidarité envers ceux qui, courageusement, ont pris la tête de cette lutte et que le gouvernement veut empêcher de parler »

Liberté de la presse !

Tous au meeting du vendredi 20 avril à 20 h. 30

SALLE DES HORTICULTEURS, 84 rue de Grenelle — métro BAC

Avec la participation de

ANDRE BRETON — DANIEL MARTINET — (du Cercle Zimmerwald) — DANIEL RENARD (directeur de LA VERITE) — LOUIS LETONTURIER — PIERRE DE MASSOT (du Parti Communiste français) Etc.

Sous la présidence de PIERRE LAMBERT

Pour la paix en Algérie, Pour le respect des libertés démocratiques.

Travailleurs, Intellectuels,

Militants socialistes, communistes, syndicalistes

Contresignez, comme l'a fait André BRETON,

le MANIFESTE du P. C. I. - trotskyste.

CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

Numérisation CERMTRI

LES LUTTES SE PREPARENT

LES travailleurs de la R.A.T.P. sont entrés en lutte.

Les ouvriers parisiens ont pu constater que des dépôts se mettent en grève, arrêtant plusieurs lignes d'autobus à la fois. Les stations de toute une ligne de métro se trouvent un jour privées de leurs poinçonneurs et de leurs employés de guichet. Quelquefois ce sont les conducteurs et agents des trains prenant leur service une ou deux heures plus tard.

Les travailleurs du métro et des autobus entrent en lutte pour briser l'offensive de la direction, offensive qui a pour but une compression du personnel, c'est-à-dire une accélération des cadences, un rythme de travail accru, des « tours » plus fréquents.

La direction de la R.A.T.P. a essayé de faire passer sa politique en accordant quelques centaines de francs d'augmentation.

Les ouvriers ne s'y sont pas laissés prendre.

Quant aux organisations syndicales, elles ont tenté de trouver des arrangements avec la direction générale, par des propositions et des contre-propositions au sein des diverses commissions.

Les pourparlers n'ont pas abouti.

Les mouvements de grève ont continué.

Mais aucune des organisations syndicales n'a pris la responsabilité de généraliser le mouvement, d'appeler à une lutte commune de tous les travailleurs pour lutter contre la direction.

Car l'action des travailleurs des métro-bus va bien au-delà des revendications partielles mises en avant dans ces mouvements partiels.

Dans le même temps où les mouvements se déclenchaient dans les dépôts, sur les lignes et dans les stations les métallurgistes de St-Nazaire rejetaient, à une forte majorité, les accords-maison qui leur étaient soumis par les organisations syndicales, après accord préalable avec la direction patronale.

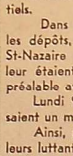
Lundi 9 avril, les employés de la Radio-Télévision française faisaient un mouvement de grève de 24 h.

Ainsi, par des actions et des manifestations diverses les travailleurs luttant contre la détérioration de leurs conditions de vie et de travail préparent le combat général qui les mettra face à face avec le patronat et le gouvernement.

C'est pourquoi les organisations syndicales se refusent systématiquement à élargir les mouvements commencés.

En limitant les revendications, en isolant les luttes les unes des autres, elles pensent préserver l'avenir, elles comptent empêcher que se réalisent les conditions de la préparation et du déclenchement de la grève générale.

Car il suffit de peu de choses pour faire basculer cet équilibre instable sur lequel Guy Mollet fait toute sa politique.



— Une augmentation égale pour tous.
— Le retour au pouvoir d'achat de 1938.
— La préparation de la Grève Générale.

Des milliers et des milliers de travailleurs tirent les leçons de ce passé récent d'août 53 et d'août-septembre 55.

Leur conclusion est claire.
Pour vaincre, il faut se battre tous ensemble.
Pour se battre tous ensemble il faut avoir le même mot d'ordre.

FRANÇOIS TARRANT.

MESSALI DEPORTE

LE gouvernement a fait circuler les bruits les plus divers sur la situation de Messali Hadj.

...Le chef national algérien aurait lui-même demandé à être transféré d'Angoulême à Belle-Isle... Des émissaires lui on été envoyés par le gouvernement pour discuter avec lui..., etc...

On sait que M. Lacoste a véhémentement protesté.

Il s'est même mis en colère en lisant que la presse lui avait prêté une entrevue avec le leader du MNA.

— Dites donc M. Lacoste, lequelle vous ou de Messali aurait lieu de s'estimer déshonoré ?

...Le ministre résident « socialiste » élu le 2 janvier par les paysans de la Dordogne sur un certain programme et qui, confortablement installé au « Palais d'Eté » sur l'émeute des « aix-févrieristes » d'Alger mobilise les fils de ces mêmes paysans pour la guerre des colonialistes ?

...Ou Messali Hadj, en résidence forcée dans une modeste chambre d'hôtel parce que fidèle et intransigeant sur son programme de paix, de fraternité et de liberté ?

Poser la question, c'est y répondre.

∴

Les bruits qui ont circulé sont mensongers. Les faits se chargent de les démentir.

Le 16 mars un commissaire notifie à Messali une interdiction de sortie pour 48 heures.

Le 17 mars, Messali, malade, est alité, le commissaire lui communique une interdiction totale de sortie.

Le 18 mars : 10 h. du matin. Le gouvernement expédie à nouveau le dit commissaire chez Messali pour lui enjoindre de se séparer de ses enfants. Depuis la mort de leur mère, Messali assume seul l'éducation de sa fille mineure et de son fils.

Refus de Messali. La police devra opérer un véritable rapt d'enfants à l'heure du déjeuner, quand une vingtaine de policiers se jetteront sur Messali pour le séparer de ses enfants.

Ne l'oublions pas. Messali est légalement libre. La résidence forcée à laquelle il est astreint est déjà une illégalité. Le gouvernement entend donc ajouter une nouvelle violation des droits de l'homme, à toutes celles commises contre la personne du président du MNA.

A peine une heure après, effrayé des conséquences de ses actes, impressionné par la fermeté de Messali, le gouvernement enverra son commissaire courir les rues d'Angoulême à la recherche des enfants.

Djanina et Ali Messali seront alors astreints à la résidence forcée imposée à leur père. Djanina ne pourra ni aller au lycée ni sortir de sa chambre.

Le gouvernement s'engage ainsi dans la voie de la responsabilité collective, chargeant les enfants des actes reprochés au père.

Jusqu'au 28 mars, situation inchangée, sauf une tentative vaine d'interdire à Messali la présence de son avocat lors de l'interrogatoire effectué par le juge d'instruction.

28 mars, 19 h. Deux commissaires enjoignent à Messali de préparer son départ pour 21 h. Où ? Ils déclarent n'en rien savoir.

A 22 heures, sans avoir eu la possibilité de préparer leurs valises, Messali et ses enfants quittent Angoulême. Tout le quartier est ratissé, en état de siège. Tout passant est systématiquement refouté.

De 22 h. à 7 h. du matin, Messali voyage dans une voiture de police, escorté par des policiers motocyclistes. A 7 h., à Quiberon, Messali et ses enfants prendront une vedette et ne connaîtront le lieu de leur nouvelle résidence forcée qu'installés à Belle-Isle.

∴

Voilà les conditions dans lesquelles un homme de 58 ans relevant à peine de maladie, ayant connu les prisons, les bagnes, le secret, la résidence surveillée durant la plus grande partie des 40 années de sa vie militante, a été transféré d'Angoulême à Belle Isle.

Dans sa nouvelle résidence forcée, une nuée de policiers mitraillettes au poing cerne la modeste villa occupée par Messali et sa famille. Des inspecteurs se relaient toutes les deux heures et campent dans la villa même. Messali ne peut sortir que deux heures chaque jour, il lui est interdit de communiquer durant ses promenades avec quiconque, il ne peut acheter lui-même aucun livre, ni entrer chez aucun commerçant.

Messali Hadj ne peut recevoir que 5 personnes chaque jour, qui doivent par ailleurs communiquer leurs pièces d'identité aux policiers.

Telle est la situation de l'homme que par ailleurs la presse, le gouvernement prétendent dépassé en Algérie, l'homme dont le dernier numéro de la « Résistance Algérienne », organe du Front de Libération National ose écrire qu'il se promène librement à Angoulême. MM. Guy Mollet, Mendès-France, Lacoste, Bourgès,

etc..., messieurs les journalistes du « Monde », de « Combat » et autres journaux nous vous posons la question :

Pourquoi, si Messali ne représente plus rien, l'astreignez-vous à la résidence forcée ?

Pourquoi commettez-vous toutes ces illégalités ?

Libérez donc Messali.

Laissez-le donc circuler librement en France et avant tout en Algérie !

Vous accumulez mensonges sur mensonges, hypocrisies sur hypocrisies parce que vous savez que Messali Hadj encarne la volonté de liberté qui anime tout un peuple.

P. LAMBERT.

Solidarité contre la répression

TROIS militants ont été arrêtés par la D.S.T. et déférés à la Justice Militaire pour entreprise de démoralisation de l'armée (art. 76).

Il apparaît clairement d'une part que Janine Weill, militante de la 15e Section de la Nouvelle Gauche, a été arbitrairement arrêtée et inculpée et que d'autre part, Simone Minguet et Raymond Bouvet, selon le communiqué de l'organisation pabliste à laquelle ils appartiennent, sont faussement accusés.

En conséquence ni Weill, ni Minguet et Bouvet ne sauraient être poursuivis pour avoir diffusé l'organe du FLN.

Les travailleurs de toutes tendances et en particulier tous les militants du Parti Communiste Internationaliste (trotskyste) ainsi que tous les lecteurs de LA VERITE réagiront vigoureusement contre les arrestations décidées par les tenants de la guerre colonialiste.

LA VERITE.

★

LES ETUDIANTS DE LA NOUVELLE GAUCHE PROTESTENT CONTRE L'ARRESTATION DE MILITANTS OUVRIERS

Dans un communiqué, le bureau des étudiants de la Nouvelle Gauche protestent contre l'arrestation, dans la nuit du 5 au 6 avril, de trois militants ouvriers appartenant à diverses organisations anticolonialistes. Les opérations de police menées contre Claude Bourdet, « France-Observateur », « Le Libertaire », « La Vérité » et enfin contre ces militants à seule fin de donner des gages aux partisans de la guerre en Algérie, vont, ajoute le communiqué, à l'encontre des promesses de paix et des démonstrations violemment anticolonialistes qui ont fourni aux leaders du gouvernement actuel le thème de leur campagne électorale.

★

Vingt-six étudiants de nationalités très diverses (Chine, Viet-Nam, Tunisie, Algérie, Maroc, France, etc...) se trouvant réunis à l'occasion des vacances de Pâques, ont, après avoir entendu un exposé de leurs camarades algériens, pris position en faveur de la paix immédiate en Algérie et ont adressé à Guy Mollet une lettre protestant contre l'arrestation de Claude Bourdet, lettre dont ils nous ont fait parvenir une copie, malheureusement trop longue pour être insérée dans nos colonnes.

NOS camarades de la Régie Renault viennent de publier un numéro de « LA VERITE-Renault ». Nous en publions ci-dessous des extraits :

LA VERITÉ Renault

C'EST AVEC LES VOTES DES POUVOIRS SPECIAUX QUE LES BORGEAUD ET BLACHETTE PEUVENT CONTINUER LEUR GUERRE

Ouvriers socialistes !
Ouvriers communistes !

Le moins qu'on puisse dire c'est que vous êtes soumis à rude épreuve.

Il y a tout juste quelques semaines le parti socialiste menait sa campagne électorale et appelait à voter en faveur de ses candidats en promettant de mettre fin à la guerre d'Algérie. Devant le congrès socialiste, Guy Mollet prenait des engagements solennels. Aujourd'hui, contre la volonté de ses électeurs et contre la volonté de ses militants, le parti socialiste organise la mobilisation et la guerre totale, ce que n'avaient pas réussi à faire les précédents gouvernements réactionnaires.

Ouvriers socialistes, accepterez-vous pareille trahison de vos espoirs et de ceux des électeurs socialistes sans élever la voix ? Servirez-vous de complices pour cette sale besogne ?

Rude épreuve pour votre courage, mais accepter ça c'est se condamner au mépris de soi-même.

Et vous, ouvriers communistes, allez-vous diffuser les boniments sur les pouvoirs spéciaux dans le genre de ceux contenus dans le journal de la cellule Gaston François : « L'attitude juste de notre parti a permis d'isoler ceux qui, comme les fascistes-poujadistes, le MRP et autres veulent la guerre ».

Qui peut croire de pareilles stupidités ? Pas même celui qui l'a écrit.

Et quand il ajoute : « Les communistes critiquent et critiqueront le recours à la force des armes en Algérie. Ils développeront encore davantage le mouvement des masses pour le cessez-le-feu ».

« Critiquent » ? Tu parles ! Autant cracher en l'air.

« Développer davantage l'action des masses » ? Quelle action des masses ? où ? quand ? comment ? Le parti communiste a-t-il organisé une action de masse contre la guerre, contre le départ des rappelés ? Jamais. Nulle part.

Ouvriers communistes ! Serez-vous complices de cette opération de démoralisation de la classe ouvrière ? Complices de ce coup de poignard dans le dos du peuple algérien ?

Oui, il faut une action de masse, une vraie, une puissante action de masse et elle est possible, vous le savez.

Alors au moment où l'on parle de direction collective vous laisserez-vous abuser et trahir de la sorte ? Collectivement les électeurs communistes et les militants communistes sont contre les pouvoirs spéciaux et pour une action de masse efficace contre la guerre, mais le bureau politique décide de voter les pouvoirs spéciaux et refuse d'organiser l'action.

Où est, là, la direction collective ?

Tous les bouleversements venus de Moscou, la répudiation de Staline, les réhabilitations des condamnés, le socialisme par le parlement... etc... en attendant la suite, vous imposent une chose : rester fidèle à la lutte de classe. Aujourd'hui, ça veut dire dénoncer les pouvoirs spéciaux, organiser l'action ouvrière contre la guerre et pour cela avoir le courage de s'opposer à des dirigeants que font juste le contraire.

Dans cette voie on pourra parler d'unité d'action avec des chances d'être immédiatement suivi par toute la classe ouvrière.

LA VERITE-RENAULT
NUMERO 75.

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 400 frs.
1 an : 800 frs.

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
souscrit un abonnement de .....

Notes de grèves

SUR LES GREVES DE LA RATP

LE 13 mars débrayage des receveurs et machinistes au dépôt de Saint-Maur. Ligne 107 en premier comme en août-septembre 1955.

D'autres dépôts suivent. Leurs revendications : contre les « minutes » qui doivent être appliquées le 1er avril.

Devant ces mouvements, la direction fait un recul « stratégique ». Elle n'appliquera les « minutes » que le 3, affirme-t-elle.

Nouveau débrayage. Les agents de la ligne 9 et 1 du réseau souterrain débrayent à leur tour suivis par d'autres lignes.

Le 7 avril, 88 lignes de bus sont arrêtées bien que les chiffres « d'augmentation » soient officieusement donnés aux grévistes.

Le soir du 7 les organisations syndicales demandent aux travailleurs de la RATP de reprendre le travail « pour transporter les ouvriers sortant de l'usine », alors que jamais aucun syndicat n'a donné l'ordre de grève.

Le samedi 8 avril, les journaux annoncent : « Trêve dans la grève des transports jusqu'à mardi, jour de la réunion des organisations syndicales avec la direction ».

Le lundi 9, les agents des lignes 4, 6, 12, ainsi que le dépôt d'approvisionnement de Bagnolet répondent à la « trêve » par le débrayage.

Les syndicats laissent les travailleurs sans mots d'ordre. Ils ne cherchent pas à généraliser. Dans un communiqué, daté de ce jour, la CGT conclut : « La direction du syndicat CGT demande à tous les militants dans les dépôts, ateliers, terminus, et sur toutes les lignes d'être les meilleurs dans la réalisation de l'unité d'action nécessaire pour obtenir de meilleures conditions de travail et de salaires ».

Les agents des Métro-Bus ont la nette impression que les dirigeants syndicaux s'entendent comme larrons en foire pour laisser leur lutte pourrir.

Tous leurs efforts tendent à la formulation d'une revendication claire, précise.

Ils veulent généraliser leur action pour mieux et plus vite faire capituler la direction.

A celà les syndicats répondent par le silence.

Un tract de « La Tribune libre de la R.A.T.P. »

RECEVEURS, MACHINISTES
AGENTS DE STATION
SE REFUSENT A ETRE LES VICTIMES DE LA POLITIQUE DE COMPRESSION DU PERSONNEL ET DE BAS SALAIRES

Alors que le gouvernement engloutit des centaines de milliards dans la guerre d'Algérie, qu'il envoie les jeunes du contingent se faire tuer, qu'il prolonge le temps de service à deux ans, qu'il va rappeler des disponibles, à nos revendications il répond en ruisant.

Le gouvernement et la direction s'imaginent que quelques centaines de francs par ici, que quelques centaines de francs par là nous feront accepter l'aggravation des conditions de travail, les bas salaires et le reste.
EN DEBRAYANT, MACHINISTES, RECEVEURS, AGENTS DE STATION, ONT REPONDU NON !
L'ACTION DOIT ETRE MAINTENANT COORDONNEE ET GENERALISEE
AGISSONS TOUS ENSEMBLE !
ORGANISONS DANS CHAQUE DEPOT TERMINUS ATELIER DES ASSEMBLEES GENERALES
RECLAMONS UNE ASSEMBLEE GENERALE CENTRALE DE TOUT LE PERSONNEL DE TOUTES CATEGORIES. AUX REVENDICATIONS PARTICULIERES AJOUTONS UNE REVENDICATION VALABLE POUR TOUS :
10.000 FRANCS PAR MOIS !
UTILISONS DES FORMES D'ACTION COMMUNES A TOUT LE PERSONNEL DE TOUTES CATEGORIES
DEBRAYAGE, MANIFESTATION DE TOUS LES AGENTS DE LA R.A.T.P. DEVANT LE MINISTERE

Paris, le 7 avril 1956.

PRIERE D'INSERER :

La Collection « SAVOIR pour AGIR » présente sa première brochure populaire :

LE FASCISME

PROMESSES ET REALITES
par Daniel Guérin

Dans cette petite brochure, l'auteur de « Fascisme et grand Capital » écoute pour ceux qui l'auraient oublié le tragique scénario que le fascisme a joué, il n'y a pas si longtemps, en Italie et en Allemagne.

Il rappelle, sous une forme claire et concise, comment le fascisme a trahi les promesses démagogiques qu'il avait faites aux classes moyennes, aux paysans, aux ouvriers, aux jeunes.

Il se pose et il nous pose la question :

POUJADE FERA-T-IL AUTANT DE DUPES QUE MUSSOLINI ET HITLER ?

GRÈVES en Espagne

LE gouvernement espagnol, inquiet de l'agitation qui se manifeste dans le mouvement ouvrier, a récemment décidé une augmentation des salaires de 25 %. Mardi dernier, la grève générale a été déclenchée à Pampelune, ville réactionnaire, ultra-catholique, sorte de Vendée espagnole où le mouvement ouvrier était nul. Les ouvriers, mécontents de l'augmentation promise, qui ne signifiait rien, réclament un salaire de 75 pesetas, alors qu'ils gagnent actuellement 25 à 30 pesetas. C'est la grève générale aussi à Tolosa, on la redoute à Bilbao. A Madrid, des tracts invitant à la grève générale sont distribués. Le gouvernement, inquiet de la situation, envoie des troupes à Pampelune et va se réunir pour prendre des « mesures énergiques ».

Information contre X ou lettres de cachet

LE n° 402 de « LA VERITE », remplaçant le n° 401, saisi par les soins du ministère de l'Intérieur, publiait de larges extraits d'un article du professeur Marrou paru dans « Le Monde », daté du 5 avril 1956. Nous avions donné un titre : « Saisiront-ils « Le Monde » ? »

Notre interrogation ne s'est pas transformée en affirmation, mais peu s'en est fallu.

« Ils » n'ont pas saisi « Le Monde », mais ils ont inculpé le professeur Marrou. Une perquisition a été effectuée à son domicile dans l'après-midi du lundi 9 avril 1956.

Où cela va-t-il s'arrêter ?

Claude Bourdet inculpé, Claude Bourdet arrêté, M. le professeur Marrou inculpé, son domicile perquisitionné.

Et la question du policier est, en elle-même, tout un programme : « Sur la base de quels documents avez-vous écrit cet article ? »

— « Ma tête ! » répondit le professeur Marrou.

Mais la réponse du professeur Marrou nous permet de poser cette autre question : Va-t-on arrêter en France tous ceux qui ont une « tête » ?

Car enfin, quels « documents » est-il nécessaire d'avoir en sa possession pour être contre la guerre en Algérie ? Ces documents, c'est toute la presse, hebdomadaire et quotidienne, française et étrangère. Elle suffit, amplement, pour pouvoir se prononcer contre une guerre haïe par tout le peuple français, dont il supporte toutes les conséquences comme exécutant, avec le peuple algérien, comme victime.

L'ouverture d'une information contre X, en vertu de l'article 76 (entreprise de démoralisation de l'armée) c'est le champ libre aux poursuites contre quiconque. Tout le monde est X ou n'est pas X. Celà dépend de sa « tête », c'est-à-dire de ses opinions, de ses écrits. Est-ce un retour aux lettres de cachets ?

Nous l'avons dit et avec nous, des hommes dont nous ne partageons pas toutes les opinions : « Dans la voie de la répression, il n'y a pas de limites ».

L'inculpation et l'arrestation de Cl. Bourdet étaient un signal d'alarme. L'inculpation du professeur Marrou, la perquisition faite chez lui, démontrent à quel point le danger est grand.

Il ne s'agit même plus de liberté de presse, de liberté de réunion, il s'agit de la liberté de pensée, de la liberté d'opinion et, en fin de compte, de la liberté tout court.

LA TUNISIE A L'O.T.A.N. ?

LES prochaines négociations franco-tunisiennes seront très serrées. L'impérialisme français a battu en retraite sur la question de l'indépendance tunisienne mais il dépendance tunisienne mais il sous le prétexte de l'interdépendance ! Les masses tunisiennes exigent le départ des troupes françaises. L'indépendance solennellement proclamée à Paris ne comporte nullement le retrait de l'armée française de Tunisie. Une partie des fellaghas n'a jamais cessé le combat. Les masses ouvrières tunisiennes n'ont pas cessé non plus la lutte revendicative et sociale.

De même, la diplomatie tunisienne, sous l'égide de l'impérialisme français, n'est pas autre chose que la diplomatie française. L'impérialisme français veut encore garder tous les leviers de commande. Bourguiba a encore besoin de l'appui des masses tunisiennes dans ses négociations avec l'impérialisme français. La révolution algérienne apporte aussi un appui indispensable à la cause tunisienne. Si le leader nationaliste se solidarise aujourd'hui avec la cause algérienne, c'est qu'il a compris à la fin que l'impérialisme ne cédera qu'à la poussée révolutionnaire.

Nous soutenons sans réserve la cause nationaliste tunisienne dans les négociations avec la France. Nous sommes pour l'indépendance totale de la Tunisie sans « interdépendance ». Nous restons partisans de l'expropriation des colons au profit des masses tunisiennes. Nous restons les adversaires acharnés des conventions franco-tunisiennes. Nous exigeons la dénonciation de ces conventions, imposées aux masses tunisiennes.

Dans les négociations à venir, l'impérialisme français va exiger l'adhésion de la Tunisie à l'OTAN. Ce n'est pas la suppression des fellaghas avec l'appui de l'armée française qui ramènerait « la paix » en Tunisie.

Il est indiscutable que les conventions franco-tunisiennes subsistent. Aussi longtemps que les intérêts des colons sont sauvegardés, la masse tunisienne ne verra aucun changement réel. Les gros colons qui ont exproprié les masses tunisiennes restent les véritables maîtres de la Tunisie. Et l'armée française est toujours la L'armée tunisienne au sein de l'armée française deviendra une caricature d'armée nationale.

Il est indiscutable que l'indépendance totale de la Tunisie sans « interdépendance » ne saurait être le cadeau inespéré pour l'impérialisme américain. Mais, une fois les bases de l'OTAN établies sur le sol tunisien, les troupes françaises peuvent rester en permanence en Tunisie sous le commandement de l'OTAN. Le nationalisme tunisien résistera mal aux doubles exigences des impérialismes français et américain. Si Bourguiba cherche un contre-poids dans l'OTAN, il sera vite déçu. Les deux impérialismes peuvent se mettre facilement d'accord sur le dos de la Tunisie.

BRUNEL.

TOUS LES VENDREDIS
LA VÉRITÉ
EST DANS LES KIOSQUES

Le gérant : RENARD.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - Paris (9e)